

SCIENCES SOCIALES ET MARGINALISATION

Ounassa SIARI-TENGOUR

Les sciences sociales n'ont pratiquement plus de place au sein de l'Université algérienne. Bien au contraire, elles sont affublées d'un mépris ouvertement affiché. Mais aucune instance dirigeante n'ose les rayer de la carte universitaire. C'est qu'elles continuent de remplir un rôle, dans ce contexte de crise généralisée, servant de dépotoir aux moins chanceux parmi les nouveaux bacheliers, exclus des disciplines porteuses telles que Médecine, Architecture... Comment expliquer cette dérive, alors que dans un passé très récent (les années 1970), les sciences sociales constituaient un véritable enjeu et figuraient au sein de tous les débats épistémologiques?

Comment expliquer l'existence de ces sciences sociales confinées à n'être plus que l'ombre de débats stériles, réduisant le champ intellectuel à la portion congrue.

Les difficultés, le malaise ressenti ne sont pas propres aux sciences sociales, ils sont vécus en fait par les principaux acteurs de l'Université (corps enseignant et étudiants), toutes disciplines confondues. Historienne de métier, je souhaite réserver mon propos uniquement aux sciences sociales.

Volontairement aussi, ne seront pas évoquées les difficultés structurelles qui affectent l'Université, au même titre que d'autres secteurs, c'est-à-dire des financements réduits, des effectifs d'étudiants en constante progression, insuffisance des infrastructures (manque de locaux, bibliothèques désaffectées, laboratoires sous équipés, encadrement peu qualifié...).

D'autres facteurs aggravent la situation dans les instituts des sciences sociales: leur marginalisation au sein même du campus universitaire. Les causes de cette marginalisation sont connues. Il n'est pas inutile de rappeler quelques unes d'entre elles.

L'une des préoccupations affichées dans les textes de la Réforme de l'Enseignement Supérieur (1971) a été de réaliser "*L'uniformisation de*

l'enseignement" soumis désormais à des préalables idéologiques déterminés où l'aspect nationalitaire et nationaliste est appelé à tenir une place capitale à travers le triptyque : *Algérienisation, Arabisation, Modernisation*.

De ce triptyque, deux aspects ont la faveur des décideurs politiques : *l'Algérienisation et ce qui va être considéré comme son corollaire, soit l'Arabisation*. De leur application va dépendre l'existence des sciences sociales dont la légitimation passe leur observation et leur respect.

Je ne discuterais pas le principe de l'arabisation en général. En revanche deux conséquences inhérentes à l'application des deux premiers paliers du triptyque, méritent d'être soulignées:

Les promotions de diplômés en sciences sociales antérieures à la Réforme dont la langue de formation a été le français, sont mis dans l'impossibilité de contribuer à leur reproduction en tant que groupe. Le gaspillage par élimination qui en découle, remet en question un processus d'accumulation de la connaissance, laissant libre cours " *au mimétisme théorique et à la redondance*". La médiocrité décriée ici et là n'est donc pas le fruit du hasard mais le résultat de choix précis et précieux, vouant des générations entières au règne de l'ignorance et par la même occasion, les river au sous développement.

Il serait très intéressant d'étudier les profils de formation du corps enseignant arabophone qui prit la relève au nom de la nouvelle politique de l'Enseignement Supérieur. La seule connaissance de la langue arabe, opérant comme un fétiche, suffit-elle à faire l'Université, c'est-à-dire un tremplin du savoir et de la connaissance universels? Les exemples ne manquent pas quant à l'inquisition pratiquée par ces clercs d'un autre âge, confortés par un discours politique exalté, plus préoccupé de son maintien que de la défense d'une revendication culturelle nationale.

En second lieu, l'Algérienisation et l'Arabisation ont ouvert la voie au primat d'un discours dans les sciences sociales: soit le discours religieux dont l'attrait est tel qu'il finit par investir l'ensemble du champ universitaire avant de déborder et d'envahir le champ social, pour répondre à l'un des questionnements à l'origine de la tenue de ce séminaire: les sciences sociales, instrumentalisées par les décideurs, en viennent à perdre toute autonomie qui n'est pas sans conséquence grave sur la production culturelle et sa qualité. Du coup, l'intellectuel ou celui qui prétend en être, voit se réduire de plus en plus son exclusion si non

sa marginalisation. Delà à conforter des positions anti-intellectuelles, il n'y a qu'un pas facile à franchir, d'autant plus que le discours du pouvoir abonde dans ce sens, récusant tout discours critique et contestataire allant à l'encontre de sa vision fondée sur l'unicité de la pensée.

Le résultat va se traduire par une démoralisation de plus en plus accentuée voire un épuisement général de l'univers des sciences sociales otage d'apprentis sorciers, acquis aux forces de régression intellectuelle.

La dérive ne s'arrêtera pas là, elle va entraîner un repli sur soi, que je qualifierai "*d'algérocentrique*" faute de mieux. Sans entrer dans le détail, disons seulement que ce recentrage ultra-nationaliste va contribuer à l'exacerbation de sentiments quasi xénophobes incompatibles avec des enseignements et des recherches ouverts sur le monde extérieur. D'où un hermétisme qui va s'accommoder de ce qui est désigné par la spécificité nationale, une spécificité "intrinsèque" à une vision abstraite et surtout dogmatique. En fait, une telle position renvoie à une idéologie de circonstance où l'opportunisme l'emporte largement, elle est aussi révélatrice de l'importance de la lutte que se livrent les divers courants culturels en Algérie, à l'instar d'autres pays du monde, autour de la question cruciale de la modernité. Dans un contexte marqué par des difficultés d'ordre économiques, de malaise social, il est assez normal de voir le sentiment de menace nationale prendre le pas sur la réflexion et la recherche des solutions adéquates. Mais si le phénomène de nationalisme exacerbé s'accommode d'une identité sociale fragile, il n'est pas interdit de rêver d'espaces où l'intelligentsia exerce son imagination créatrice au lieu de servir d'alibi "aux forces de régression intellectuelles" (selon l'expression de Bourdieu).

- L'urgence d'un redéploiement des sciences sociales s'impose alors avec une acuité évidente dans le champ universitaire. Plusieurs conditions doivent être remplies.

- Préserver l'autonomie de l'Université est indispensable si l'on veut se départir des positions anti-intellectualistes qui sont le propre - Le travers serait plus approprié en fait - des partisans de la culture dite nationale, pour ne pas dire culture de la dérision et du désenchantement.

- Cette autonomie va de pair nécessairement avec un réinvestissement de l'ensemble des disciplines relevant des sciences sociales, sans aucune exclusive (ne pas oublier la réhabilitation de l'anthropologie et l'ethnologie condamnées par la R.E.S. et de ce fait évacuées des

enseignements de sociologie.). Cela suppose aussi et surtout le réinvestissement de tous les champs théoriques qui alimentent les sciences sociales. à l'heure de la mondialisation des rapports économiques, il est pour le moins absurde de soustraire l'Université et partant la production culturelle de la nécessaire consommation des théories universelles. Pour reprendre une expression employée par Arkoun, l'université et les sciences sociales se retrouvent amputées de tout " *un impensé* " dont l'accès est difficilement abordable" *par manque d'outils conceptuels*" forgés ailleurs " par la recherche scientifique.

- Tous ces efforts de réorientation seraient vains si l'on ne parvient pas à casser l'isolement du microcosme universitaire qui, par réaction à toutes les agressions, a tendance à se replier sur lui-même, et à se couper de la société et de ses préoccupations.

En bref, il s'agit de "redonner un sens aux sciences sociales" à l'instar d'Alain Caillé, nous pensons que " les sciences sociales n'ont été scientifiquement fécondes que l'orsqu'elles ont été animées par un souffle éthique et politique"

Comment le leur insuffler aujourd'hui? Sans déroger à la règle de leur autonomie? Une République des sciences sociales est-elle possible?

BIBLIOGRAPHIE

- **Mohamed Arkoun** : Essais sur la pensée islamique. Paris. 1973.
- Pour une raison critique de la raison islamique. Paris. 1984.
- Hélé Béji** : Le désenchantement national. Paris. 1982
- **Pierre Bourdieu** : Et pourtant...in les intellectuels. LIBER. n° 25. Décembre 1995.
- **Alain Caillé** : La démission des clercs. Paris. 1993.
- Sciences Sociales et lien social. Correspondance de l'IRMC. Tunis. n° 38. Janvier 1996.
- **Mostefa Lacheraf** : Algérie & Tiers-monde. Alger. 1989.
- Colloque sur les sciences sociales aujourd'hui. Oran. 1984. O.P.U. Alger. 1986